

Cours de citoyenneté: les enseignants en ont ras-le-bol!

Province de Luxembourg Dans une pétition adressée à la ministre et aux syndicats, ils demandent que les accords soient renégociés.

Depuis le 1^{er} octobre, date de la mise en place du nouveau cours de philosophie et de citoyenneté, les professeurs de morale et de religion sont mis à rude épreuve. Ils se disent victimes de bouleversements tant au niveau de leurs attributions que de leur situation financière et de leur vie familiale. Une pétition, mise en ligne sur avaaz.org par un collectif indépendant, a déjà été signée par près de 300 personnes.

"Au départ, le cours de citoyenneté m'a enthousiasmé, se souvient Michel, professeur de morale à Gouvy et Vielsalm. Lorsqu'il a été mis en place, j'ai très vite dé-

chanté en raison des nombreux désagréments. Les conditions de travail sont plus pénibles qu'avant: je donne cours dans huit écoles, au lieu de cinq, le nombre de classes a doublé et j'ai 340 élèves au lieu de 200."

Sa collègue Valérie, professeur de religion dans des écoles de Gouvy et Manhay, déplore elle aussi la dégradation de ses conditions de travail: *"Comme je ne peux donner le cours de religion et de citoyenneté aux mêmes élèves, je dois faire beaucoup plus de déplacements, soit environ cent kilomètres en plus par semaine. Changer d'école après cinquante minutes de cours est à la fois stressant et épuisant. Je suis au bout du rouleau."*

Un surcroît de travail

Enseignante à Manhay et à Erezée, Stéphanie a dû

accepter de donner le cours d'éveil pour compléter son horaire. Elle déplore le surcroît de travail: *"Je n'ai pas pu profiter du congé de Toussaint. J'ai travaillé pour l'école tous les jours. En un mois, ma voiture m'a coûté au*

total 500 euros. Les kilomètres en plus ne sont pas remboursés."

Selon les enseignants nommés qui ont accepté de témoigner, la situation des temporaires est encore plus préoccupante. Ils subissent, en effet, les mêmes conséquences de la réforme avec, en sus, des pertes d'heures, et donc d'argent, parfois importantes.

Dans la pétition, adressée à la ministre Marie-Martine Schyns et aux syndicats, les enseignants demandent que les accords soient renégociés en tenant compte des facteurs humains.

300

SIGNATURES

Une pétition, mise en ligne sur avaaz.org par un collectif indépendant, a déjà été signée par près de 300 personnes.

N.L.